

United Nations

Nations Unies

RESTRICTED

**TRUSTEESHIP
COUNCIL**

**CONSEIL
DE TUTELLE**

T/AG.14/13
24 février 1949

FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

Quatrième session

Commission des unions administratives

PROJET DE QUESTIONNAIRE RELATIF A L'ORGANISATION INTERTERRITORIALE
DE L'EST AFRICAIN A ADRESSER AU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI EN SA QUALITE
D'AUTORITE CHARGEE DE L'ADMINISTRATION DU TANGANYIKA SOUS
ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Après avoir examiné les divers documents relatifs à l'organisation interterritoriale de l'Est africain, la Commission des unions administratives a décidé d'adresser au Gouvernement du Royaume-Uni en sa qualité d'autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Tanganyika, une liste de questions qui figurent dans le projet définitif que devra approuver la Commission et qui se présente comme suit :

I. Lois organiques applicables à l'organisation interterritoriale de
L'Est africain

1. A propos de l'article 5 de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute-Commission) de 1947, concernant le statut des gouverneurs au sein de la Commission, l'Association africaine du Tanganyika a fait valoir que les fonctions de président devraient être exercées à tour de rôle par les trois gouverneurs.

1) L'autorité chargée de l'administration envisage-t-elle pour la présidence un système de roulement ou maintient-elle sa manière de voir actuelle, selon laquelle le Gouverneur du Kenya doit conserver la présidence?

2) Pourquoi a-t-on choisi le Gouverneur du Kenya et non le Gouverneur du Tanganyika pour présider la Haute-Commission?

2. 1) Comment est-il possible de parvenir à un accord ou de prendre une décision au sein de la Haute Commission?

2) Est-ce par consentement amiable après délibération entre membres de la Commission ou par un vote?

3) Au cas où la décision est prise à la majorité des voix, la voix du Gouverneur du Tanganyika est-elle prépondérante (ou dispose-t-il du veto) s'il s'agit de la situation dans le Territoire du Tanganyika?

4) Chaque Gouverneur a-t-il le droit de veto?

3. Dans quelle mesure et comment la Haute Commission exerce-t-elle la faculté, prévue au paragraphe 2 de l'article 4 de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, d'acquérir des biens et d'aliéner des biens meubles et immeubles et comment en use-t-elle quand il s'agit de terres?

4. Aux termes de l'article 12 de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, la Haute Commission désigne un certain nombre de hauts fonctionnaires, ainsi que des fonctionnaires d'autres rangs qui exercent tous pouvoirs et s'acquittent de toutes tâches et fonctions qui peuvent leur être assignés par la Haute Commission.

1) Quels sont ces fonctionnaires et quels sont les pouvoirs et les fonctions qui leur sont assignés? Comment exercent-ils ces pouvoirs?

2) Où ces fonctionnaires sont-ils recrutés?

3) Y a-t-il des indigènes au nombre des hauts fonctionnaires, ou des fonctionnaires de grade élevé, ou à d'autres échelons du personnel de la Haute Commission? Dans l'affirmative, combien y en a-t-il à chaque échelon?

4) Existe-t-il un règlement prescrivant qu'au nombre des employés doit se trouver un pourcentage déterminé d'autochtones du Tanganyika?

5. L'article 9 (d) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, déclare que la Haute Commission aura le pouvoir de "désigner tous organismes chargés de donner des avis et des conseils, qu'elle jugera bon de constituer pour toute question qui relève de la Haute Commission ou présente un intérêt commun pour les divers territoires."

1) Quels organismes chargés de donner des avis ou des conseils ont déjà été institués ? Par quels documents leur mandat est-il défini ?

2) Quelle est leur composition et comment leurs membres sont-ils recrutés ? Le personnel des organismes chargés de donner des avis et des conseils comporte-t-il des habitants du Tanganyika et dans quelle proportion ?

3) Quels sont les pouvoirs et les fonctions de ces organismes ?

4) Quelle extension et quelle orientation envisage-t-on de donner à ces organismes ou à tous autres organismes qui pourront être créés à l'avenir ?

5) Que faut-il entendre par "intérêt commun" et qui décide de ce qu'est l'"intérêt commun" ?

6) A-t-on l'intention de mettre au nombre des questions "d'intérêt commun" des questions qui ne figurent pas dans les trois annexes ?

6. S'est-il présenté des cas où l'Assemblée législative centrale de l'Est africain était d'un avis contraire à celui de la Haute Commission et où le Secrétaire d'Etat aux colonies s'est rangé du côté de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain passant ainsi outre aux décisions de la Haute Commission ?

7. Devant qui les représentants de l'Assemblée législative du Tanganyika sont-ils responsables des décisions prises au sein de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain ? Ont-ils la possibilité de consulter l'Assemblée législative du Tanganyika à propos de ces décisions ?

8. Les représentants de l'Assemblée législative du Tanganyika à l'Assemblée législative centrale de l'Est africain ont-ils la latitude de rester fidèles aux décisions de l'Assemblée législative du Tanganyika ? Quelle garantie y a-t-il que les représentants agiront conformément aux vœux de l'Assemblée législative du Tanganyika ?

9. 1) Comment envisage-t-on de couvrir les dépenses afférentes aux traitements des membres de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain et l'entretien des organes auxiliaires de la Haute Commission ?

2) Dépendent-ils de la Haute Commission ? de mesures prises par les trois assemblées législatives régionales ou d'autres mesures ?

10. L'article 3 de la première partie de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) a trait à la durée pendant laquelle les troisième et quatrième parties seront en vigueur. L'article signifie-t-il qu'au cas où l'Assemblée législative centrale de l'Est africain cesserait de fonctionner au bout de quatre ans, la Haute Commission continuerait à fonctionner ?

11. L'article 45 de la sixième partie* de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain contient une clause concernant des additions éventuelles aux listes des services officiels. Quel est le sens précis de l'expression "opposition marquée" dans le cours de ce paragraphe ?

12. Pour quelle raison fondamentale le Gouvernement du Royaume-Uni a-t-il institué l'organisation interterritoriale de l'Est africain ? Pourquoi le Gouvernement du Royaume-Uni a-t-il jugé nécessaire de la créer à ce moment précis ?

13. Au cas où l'Assemblée législative de l'Est africain ou l'Assemblée législative locale du Tanganyika serait opposée à certaines dispositions législatives, quelles mesures l'autorité chargée de l'administration se propose-t-elle de prendre pour que ces dispositions ne soient pas rendues exécutoires sans l'assentiment préalable du Secrétaire aux colonies ?

II. Caractéristiques générales de l'union administrative et politique

14. L'autorité chargée de l'administration a déclaré à plusieurs reprises, dans le rapport annuel et dans des déclarations verbales faites par son représentant spécial, ainsi qu'à la Mission de visite, que l'organisation interterritoriale ne signifie ni fusion intergouvernementale ni union politique plus étroite.

Le représentant de l'autorité chargée de l'administration voudrait-il expliquer ces termes ?

15. L'article 28 (1a) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947 déclare que "la Haute Commission est habilitée à légiférer avec l'avis et le consentement de l'Assemblée en vue de la paix, de l'ordre et de la bonne administration des territoires, en ce qui concerne les questions énumérées dans la troisième annexe au présent Ordre."

Faut-il entendre que les mesures législatives que la Haute Commission est autorisée à prendre et à rendre exécutoires peuvent, outre les répercussions administratives, avoir des répercussions strictement politiques ?

* N.B. Le texte anglais porte par erreur Part IV.

III. Indications concernant la mesure dans laquelle l'organisation interterritoriale de l'Est africain est compatible avec les dispositions de la Charte et l'Accord de tutelle

16. L'alinéa 6 de l'article 3 des instructions adressées à la Haute Commission de l'Est africain déclare que "la Commission ne pourra, sans avoir préalablement reçu des instructions par l'entremise d'un secrétaire d'Etat approuver aucun projet de loi... dont les dispositions sembleront à la Haute Commission incompatibles avec les obligations qui nous sont imposées par traité".

L'autorité chargée de l'administration estime-t-elle que l'Accord de tutelle constitue l'un de ces traités ?

17. De l'avis de l'autorité chargée de l'administration, quelle serait l'influence exercée par l'organisation interterritoriale sur le développement "des institutions politiques libres convenant au Tanganyika" dont il est question à l'article 6 de l'Accord de tutelle et sur la représentation progressivement croissante des habitants "dans les corps législatifs et consultatifs et leur participation au gouvernement du territoire, aussi bien central que local" ?

18. Quelles seraient les répercussions de l'organisation interterritoriale sur les dispositions de l'article 5 (c) de l'Accord de tutelle relatif au maintien de la paix et de la sécurité et autorisant l'autorité chargée de l'administration à n'utiliser que "des contingents de volontaires, les facilités et l'aide du Tanganyika" ? (voir point 4 de la troisième annexe et point 18 de la première annexe à l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947).

19. Quels seront les effets de l'organisation interterritoriale sur les dispositions de la Charte et celles de l'Accord de tutelle concernant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion (particulièrement en ce qui concerne l'Article 76 (c) de la Charte et les articles 12 et 13 de l'Accord de tutelle) ?

20. Comment le principe de l'égalité de traitement dans les domaines social, économique et commercial, ainsi que dans l'administration de la justice pour tous les membres de l'Organisation et leurs ressortissants, (comme il est prévu à l'Article 76 (c) de la Charte et aux articles 9, 10 et 11 de l'Accord de tutelle) peut-il être en pratique pleinement sauvegardé dans l'union ?

IV. Influence de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur l'exercice par l'Organisation des Nations Unies de ses fonctions de contrôle

21. La Haute Commission et les organes qui en dépendent fonctionnent-ils conformément aux principes et aux buts définis par le Chapitre XII de la Charte et l'Accord de tutelle en ce qui concerne les questions relatives aux territoires sous tutelle ?

La position constitutionnelle de Gouverneur du Tanganyika au sein de la Haute Commission diffère-t-elle, par rapport aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle, de la position des Gouverneurs de l'Ouganda et du Kenya ?

V. Influence de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur l'organisation politique et administrative du Tanganyika

22. Existe-t-il des dispositions ou une procédure permettant à l'Assemblée législative du territoire de faire connaître à l'Assemblée législative centrale de l'Est africain son opinion sur un projet de loi ?

VI. Effets des services communs de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur le développement du Tanganyika

23. Quel avantage présente pour les indigènes du Tanganyika l'organisation interterritoriale de l'Est africain ? Quel avantage présente-t-elle pour les Européens résidant au Tanganyika, au Kenya et dans l'Ouganda ?

VII. Consultation des populations indigènes

24. L'autorité chargée de l'administration a déclaré que l'organisation interterritoriale constitue une expérience. La durée pendant laquelle les parties III et IV de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission), de 1947, est limitée à une période de quatre ans. Le Secrétaire d'Etat aux colonies a admis qu'il y avait chez les autochtones africains du Tanganyika une opposition marquée à toute espèce d'union plus étroite, surtout avec le Kenya, qui pourrait conduire à une union politique. (Rapport de la Mission de visite du Territoire de Tanganyika page 64).

1) Les habitants autochtones du Tanganyika auront-ils la possibilité d'exprimer leur avis concernant le maintien de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain, sa composition, ses pouvoirs et ses fonctions ?

2) Comment les habitants autochtones exprimeront-ils leur opinion ?

3) Peut-on compter que, si les habitants autochtones manifestent une opposition marquée, le plan tout entier - c'est-à-dire notamment les parties II, V et VI de l'Ordre en Conseil de 1947, sera remanié ou supprimé ?

4) Le Conseil législatif du Tanganyika se compose de quatre Africains, trois Asiatiques et sept Européens, membres non-fonctionnaires, et de 15 membres fonctionnaires. L'autorité chargée de l'administration a déclaré que le nombre des représentants africains et asiatiques sera augmenté.

Y aura-t-il un accroissement important du nombre de ces représentants et, dans l'affirmative, aura-t-il lieu avant 1952 ?

5) Comment les dispositions du paragraphe 45 de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, permettant à la Haute Commission d'apporter des additions à la liste des services communs, seront-elles appliquées ?

VIII. Questions économiques

A. Effets de la politique économique prévue dans le cadre de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur la mise en valeur du Tanganyika

25. L'Assemblée législative du Tanganyika a-t-elle un pouvoir quelconque sur le financement, la direction et l'organisation des services autonomes ? Dans l'affirmative, comment exerce-t-elle ce pouvoir ?

26. Etant donné que l'opposition rencontrée chez certains éléments de la population du Tanganyika semble inspirée par la crainte du rôle économique trop important que jouerait la colonie du Kenya dans l'organisation interterritoriale, quelles mesures l'autorité chargée de l'administration envisage-t-elle de prendre pour protéger les intérêts économiques du Tanganyika ?

27. Quels organismes de la Haute Commission chargés de donner des conseils sur des questions économiques existent déjà ? Le Conseil industriel de l'Est africain joue le rôle d'organisme consultatif. Il a la faculté de décider quelles industries il convient d'installer dans chaque région. A l'heure actuelle, le pouvoir qu'il a de délivrer des licences est limité à certaines catégories, dont le nombre pourra par la suite augmenter ou diminuer. Une personne qui désire, dans le Tanganyika, fabriquer un article en vue de la vente, doit obtenir une licence de fabrication, non du Gouvernement du Tanganyika, mais du Conseil industriel de l'Est africain.

Comment l'autorité chargée de l'administration entend-elle veiller à ce que l'exercice des fonctions du Conseil industriel de l'Est africain n'ait pas de répercussions défavorables sur le développement des industries au Tanganyika ?

Il existe en même temps d'autres organismes chargés de donner des conseils, tels que le Conseil de la production et de l'approvisionnement de l'Est africain, qui s'occupe surtout des questions agricoles.

Quelle influence ces organismes exercent-ils sur la politique suivie en matière de production industrielle et agricole dans les trois territoires ? Quels sont la composition, le mode de recrutement des membres et les fonctions précises de ces divers conseils ?

28. On constate qu'en ce qui concerne certains services, tels que le Conseil industriel, le Conseil de la production et de l'approvisionnement, l'administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain, la Haute Commission dispose de pouvoirs législatifs qui mettent en cause ou concernent la politique économique. - L'autorité chargée de l'administration voudrait-elle exprimer en termes concrets son opinion sur les avantages économiques que retirerait le Tanganyika du fait de remettre à la Haute Commission le soin de prendre les décisions concernant la politique économique ?

29. Quels effets auront la fusion des services et la mise en vigueur d'une législation commune aux trois territoires - comme prévu dans l'Ordre en Conseil - sur le progrès économique et la situation des habitants du Territoire sous tutelle ?

30. D'après le rapport de la Mission de visite au Tanganyika, la fusion des services des chemins de fer et des ports peut avoir pour résultat de détourner le commerce du Tanganyika septentrional vers Mambassa, au détriment de Dar-es-Salaam. Que l'autorité chargée de l'administration veuille bien expliquer les effets de la fusion sur le développement du commerce et des communications du Tanganyika.

B. Effets de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur l'application du principe d'égalité de traitement énoncé à l'Article 76 (d) de la Charte

31. Puisque le Kenya et l'Ouganda ne sont pas liés par les dispositions concernant l'égalité de traitement que renferme la Charte et l'Accord de tutelle relatif au Tanganyika, l'autorité chargée de l'administration prend-elle des mesures particulières pour garantir l'exécution de ces dispositions en ce qui concerne le Tanganyika, dans le cas où se posent des questions économiques, commerciales ou sociales qui sont du ressort de la Haute Commission ?

C. Effets de l'organisation interterritoriale de l'Est africain sur la politique financière du Tanganyika

32. Il est manifeste que la conversion de certains services en "services autonomes", par exemple, l'administration des chemins de fer et des ports et le service des postes et télégraphes, priverait le Tanganyika de revenus considérables et de la possibilité de les utiliser, portant par là une

atteinte directe à la politique financière du Territoire sous tutelle et une atteinte indirecte aux politiques sociale et culturelle. L'autorité chargée de l'administration voudrait-elle présenter des éclaircissements à ce propos ?

D. Effets de la politique douanière commune sur le Tanganyika

33. La Commission centrale de mise en valeur du Tanganyika a fait observer qu'au Tanganyika les industries secondaires ne sont pas développées de façon satisfaisante et que l'existence d'accords douaniers tend à entraver leur développement. Au Kenya, les industries secondaires sont plus avancées. En même temps, la Commission a constaté que le Tanganyika perdait des revenus considérables du fait des unions douanières existantes. Elle a aussi déclaré que l'union économique ne peut exister sans union politique. Le représentant spécial voudrait-il donner des éclaircissements sur ce point et fournir des chiffres concernant les industries secondaires au Kenya et au Tanganyika, afin de montrer si l'union douanière tend ou non à décourager le développement d'industries secondaires au Tanganyika? Y a-t-il des mesures que le Gouvernement du Tanganyika puisse prendre de son chef pour protéger les industries secondaires du territoire ?

IX. Questions sociales

A. Application des conventions internationales au Tanganyika et autres dépendances constituant l'organisation interterritoriale de l'Est africain

34. L'institution de l'union administrative et de la Haute Commission de l'Est africain modifiera-t-elle de façon quelconque l'application des conventions internationales au Tanganyika ?

35. Quel sera l'effet de l'union sur le développement social des habitants du territoire (conditions de travail, hygiène, santé, assurances sociales) ?

36. L'union que l'on se propose d'établir aura-t-elle un effet favorable sur le développement culturel des habitants ? (Voir articles 12 et 13 de l'Accord de tutelle).

37. Etant donné que l'opposition rencontrée chez la population autochtone du Tanganyika semble inspirée par la crainte du rôle social défavorable que pourraient jouer les colons blancs du Kenya, quelles mesures l'autorité chargée de l'administration envisage-t-elle de prendre pour garantir le progrès social du Tanganyika dans le cadre de l'organisation interterritoriale ?

B. Comparaison des structures sociales

38. Quelles sont les données numériques concernant la population du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika ? Quel est, dans chacun de ces territoires, le nombre des autochtones, des Européens et des Asiatiques ?

39. Les chiffres peuvent-ils indiquer la part relative des autochtones, des Européens et des Asiatiques dans les entreprises agricoles, industrielles et commerciales de chacun des trois territoires ?
